

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 01 MARS 2011

DINSDAG 01 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 11 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de Mme Maya Detiège au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la constitution d'un monopole dans l'industrie pharmaceutique" (n° 2476)

01.01 Maya Detiège (sp.a): L'industrie pharmaceutique est confrontée à deux fléaux: la formation de monopoles et le manque de concurrence. Les déremboursements ont entraîné une forte diminution des préparations magistrales, laquelle a induit à son tour un double appauvrissement puisque le nombre de préparations spécifiques et le nombre de matières premières ont tous deux baissé. Conséquence: un certain nombre de firmes ont arrêté la production de ces matières premières spécifiques. Simultanément, les deux plus grands acteurs du marché, Omega Pharma et Alpha Pharma, ont fusionné. Le résultat de cette fusion a été baptisé Omega Pharma. Autrefois, Alpha Pharma était spécialisée dans la production de matières premières destinées à la pharmacie. Omega Pharma collabore avec d'autres grandes firmes pharmaceutiques comme Certa, Conforma et Fagron. Certains pharmaciens m'ont confié que cette collaboration pose des problèmes.

J'ai ouï dire qu'il est de plus en plus difficile d'avoir accès à des matières premières bien spécifiques. La production de certaines d'entre elles a cessé faute d'une rentabilité économique suffisante. Ces produits sont donc retirés du marché, ce qui n'est pas une bonne chose du point de vue des soins de santé. En outre, le prix de toutes les matières premières a beaucoup augmenté. Pour certaines d'entre elles, les pharmaciens font état de majorations de prix de 20 % au cours de l'année écoulée, ce qui est très supérieur à la moyenne des majorations de prix à l'échelle mondiale. Qui plus est, les pharmaciens sont obligés d'accepter de gros conditionnements parce que leurs fournisseurs ne veulent plus leur en livrer de petits. Pour les produits très onéreux, cela fait vite une sacrée différence et par conséquent, les pharmaciens préfèrent orienter leurs clients vers une autre officine parce qu'en commercialisant ce produit, elles n'y trouvent plus leur compte. Tout cela a une influence néfaste sur la qualité de nos soins de santé et les patients qui ont besoin d'un suivi pharmaceutique individuel en pâtissent également.

En 2002, une plainte a été déposée auprès du Conseil de la Concurrence. Le cabinet du ministre Moerman, qui était en fonction à l'époque, avait notamment découvert que quand une firme pharmaceutique était reprise, l'on constatait instantanément une flambée des prix des médicaments.

Quelles initiatives le ministre compte-t-il prendre pour garantir un prix correct, une meilleure disponibilité et des conditionnements diversifiés des matières premières?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'auditoriat du Conseil de la Concurrence a classé ce dossier sans suite le 10 décembre 2010 mais il a été fait appel de cette décision. L'affaire étant

actuellement instruite en appel, il est déconseillé de prendre de nouvelles initiatives.

La fixation des prix des préparations magistrales ne relève pas de ma compétence. Seuls les prix d'usine et les prix publics des médicaments à usage humain commercialisés par des entreprises pharmaceutiques – productrices et importatrices – sont contrôlés.

Les préparations magistrales sont confectionnées en pharmacie. Elles varient en termes de composition, de dosage et de quantité, et portent le nom des préparations sur mesure. Elles sont généralement destinées à un traitement donné et ne peuvent donc pas être stockées. Les prix de ces préparations échappent à ma compétence. Ils sont réglementés par la ministre de la Santé publique. Les préparations magistrales sont remboursables par la sécurité sociale, sous certaines conditions fixées par le ministre des Affaires sociales.

01.03 Maya Detiège (sp.a): Le ministre est-il disposé à soumettre cette question à un examen plus approfondi?

01.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Absolument.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Meryame Kitir au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement pour la diffusion de musique sur le lieu de travail et dans les cabines de camions" (n° 2631)

02.01 Meryame Kitir (sp.a): En 2009, une réglementation relative à la musique sur le lieu de travail a été adoptée en collaboration avec les sociétés SABAM et SIMIM. Les redevances sont déterminées sur la base du nombre de membres du personnel, même si tous les membres du personnel ne sont pas en mesure d'écouter la musique. En janvier 2006, la Cour de cassation a estimé que les entreprises de moins de neuf travailleurs peuvent être considérées comme un cercle familial et donc être exemptées de redevances.

Si le personnel d'une entreprise travaille dans des unités de travail séparées comptant chaque fois maximum six personnes, et écoute ensemble la radio, cette situation ne peut-elle être considérée comme plusieurs cercles familiaux en parallèle?

Est-il exact que le conducteur d'un camion qui écoute de la musique dans sa cabine doit verser des redevances à la SABAM et la SIMIM? Comment une telle disposition est-elle conforme à la loi sur les droits d'auteur? Le ministre veillera-t-il à ce que ces pratiques cessent?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Selon un accord conclu entre les organisations patronales et les sociétés de gestion en novembre 2009, les entreprises, associations et services publics comptant plus de huit travailleurs qui diffusent de la musique sur le lieu de travail doivent conclure un contrat de licence avec Unisono. Le seuil de huit travailleurs a précisément été fixé pour éviter toute procédure.

Le site internet d'Unisono précise toutefois que le tarif, basé sur le nombre d'équivalents temps plein, ne reflète pas l'utilisation réelle de musique. Les entreprises qui estiment qu'une situation concrète relève de l'exception que constitue l'exécution privée peuvent toujours saisir la justice.

La SABAM et la SIMIM mènent actuellement des négociations avec le secteur du transport, estimant que les entreprises de transport doivent conclure un contrat de licence avec Unisono. Il ressort de la jurisprudence que le fait qu'il y ait ou non une communication au public est d'une importance cruciale. Sans vouloir me substituer à la justice, il me semble que la musique écoutée dans une cabine de camion ne peut pas être considérée comme une communication au public. Le routier est seul dans la cabine et n'entend que la musique. J'informerai les sociétés de gestion SABAM et SIMIM de ce point de vue.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Meryame Kitir au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la perception des indemnités d'auteur par la société de gestion SABAM" (n° 2632)

03.01 Meryame Kitir (sp.a): La manière dont la SABAM constate si une indemnité est due ou non n'est absolument pas transparente. C'est ce qui a été démontré notamment dans l'émission télévisée Basta du 24 janvier 2011.

Le ministre est-il d'accord pour dire que les méthodes de travail et l'organisation de la SABAM présentent des lacunes? Le SPF Économie ouvrira-t-il une enquête sur la manière dont la SABAM indique les personnes qui doivent payer et quels montants tarifaires peuvent être perçus?

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Sous la précédente législature, le Parlement a adopté deux nouvelles lois importantes sur les sociétés de gestion qui doivent désormais être dotées d'une structure de gestion adaptée, d'une organisation administrative et comptable et d'un contrôle interne. Les autres exigences seront définies dans un arrêté royal. Une possibilité consisterait à obliger les sociétés de gestion à identifier les risques des différents processus de perception et de distribution et l'incidence qui en résulte.

Conformément à la nouvelle loi, les sociétés de gestion doivent avertir au minimum 60 jours avant l'approbation d'une tarification le service de contrôle des sociétés de gestion, afin que celui-ci puisse effectuer un contrôle préalable de légalité. Le service de contrôle examine également les plaintes individuelles des redevables.

Des exigences minimales peuvent être définies par le biais d'arrêtés d'exécution, afin de limiter certains abus.

03.03 Meryame Kitir (sp.a): Que signifie concrètement la nouvelle loi pour la SABAM?

03.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La loi n'a pas été élaborée pour une société de gestion spécifique, mais tend à créer davantage de transparence, y compris quant à la question de savoir si un auteur relève ou non d'une société de gestion déterminée.

Nous avons demandé aux sociétés de gestion de mettre à disposition une banque de données permettant de vérifier de manière efficace si un auteur relève d'une société de gestion déterminée. La procédure classique sur papier prend en effet trop de temps. Le nouveau système qui sera instauré par la SABAM permettra de vérifier préalablement si des droits d'auteur sont dus. Les moyens technologiques nécessaires seront prévus à cet effet.

L'incident est clos.

04 Question de M. David Geerts au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la redevance à verser à la SABAM dans le cadre de quiz" (n° 3006)

04.01 David Geerts (sp.a): Les organisateurs de quiz doivent-ils ou non payer une redevance à la SABAM?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La loi prévoit que la SABAM peut réclamer le versement de droits d'auteur pour l'utilisation de musique au cours d'un quiz, quand bien même cela se limiterait à la diffusion de fragments musicaux pendant les questions posées. Les fragments musicaux joués doivent cependant appartenir au répertoire de la SABAM et il doit s'agir d'une communication publique au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 4, de la loi de 1994.

Ayant contacté la SABAM au sujet du tarif des quiz, j'ai appris que lors de l'application d'un tarif spécifique, il y avait lieu de prendre suffisamment en compte l'utilisation minimale et fragmentaire de musique dans ce type d'organisation.

Lorsqu'il contrôle les tarifs, le service de contrôle des sociétés de gestion se limite à vérifier le caractère non discriminatoire des tarifs ou l'abus éventuel de position dominante de la société de gestion. Après examen du tarif 32a pour les quiz, le service de contrôle n'a pas constaté d'irrégularités.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'utilisation de

l'eID pour les opérations bancaires" (n° 3024)

05.01 Peter Dedecker (N-VA): Pour les opérations bancaires électroniques, les banques belges ont généralement recours à un système de lecteur de cartes bancaires. Ces opérations devraient toutefois pouvoir être réalisées à l'aide de l'eID et seraient considérablement simplifiées étant donné que l'utilisateur ne devrait dès lors pas saisir de séries de chiffres. Cette procédure est déjà appliquée en Estonie par exemple. Les opérations bancaires en ligne à l'aide d'une carte d'identité électronique pourraient également stimuler la diffusion des lecteurs de carte, ce qui est également favorable à la politique e-gov menée par le gouvernement.

Pourquoi cette option n'est-elle pas retenue? Une concertation a-t-elle déjà été organisée avec le secteur bancaire à ce sujet?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Il n'y a aucune entrave législative aux opérations bancaires en ligne à l'aide d'une carte d'identité électronique. Plusieurs concertations avec le secteur bancaire ont déjà eu lieu à ce sujet et plusieurs banques ont déjà recours à ce système. Toutes les agences bancaires sont équipées de lecteurs de carte et des logiciels adéquats. Elles les utilisent au moment de l'ouverture d'un compte. La Keytrade Banque notamment a déjà recours à l'eID pour les opérations bancaires en ligne. Le secteur est prêt à collaborer à toutes les initiatives élargissant l'utilisation de l'eID.

Selon Febelfin, l'utilisation de la carte d'identité électronique pour les opérations bancaires par internet complique toutefois plusieurs situations. Le lecteur de cartes ou le digipass que les banques proposent pour l'instant ne doit pas être raccordé à un ordinateur et ne requiert pas de logiciel spécifique; le client peut dès lors effectuer des opérations bancaires sur tous les ordinateurs. Les clients qui ne disposent pas d'une eID, notamment les étrangers, peuvent également utiliser le système actuel. Si les opérations bancaires en ligne ne peuvent plus être réalisées qu'à l'aide de l'eID, les banques exigeront un service de qualité et rapide en ce qui concerne la mise à disposition et le remplacement de la carte en cas de perte ou de vol. Les autorités acquerront dès lors une responsabilité importante. Le secteur bancaire souligne que la protection doit pouvoir être adaptée aux besoins spécifiques et aux risques évolutifs relatifs aux opérations bancaires par internet. Des entraves commerciales existent également: l'eID ne permet pas aux banques d'indiquer par le biais de toutes sortes de slogans et de couleurs qu'une carte donnée est émise par une banque donnée.

Nous tentons à présent d'apporter une réponse concluante à toutes ces observations mais les banques peuvent choisir librement, en définitive, de coopérer ou non. Je m'efforcerai de convaincre le plus possible les banques des applications possibles de l'eID.

En Estonie, la carte d'identité électronique a été d'emblée développée avec les banques alors que chez nous, elle l'a été par l'administration.

05.03 Peter Dedecker (N-VA): Sur le plan technique, notre eID est analogue à la carte estonienne mais apparemment les pressions ont été plus importantes pour associer les banques au développement de la carte en Estonie.

05.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Lors de la conception de la carte eID en Estonie, il a été décidé d'entrée de jeu de lui ajouter une application bancaire. Ce qui ne fut pas le cas chez nous. Par ailleurs, les Estoniens ne sont pas tenus d'avoir une carte eID sur eux. Vu que nous n'avons pas collaboré avec le secteur bancaire depuis le début, nous accusons aujourd'hui un retard.

La responsabilité incombant aux pouvoirs publics constitue un argument de poids. L'éventuel dysfonctionnement d'une application pourrait occasionner des frais très importants. Les autres arguments du secteur bancaire sont moins convaincants. L'utilisation du GSM et de l'ipad pour effectuer des opérations bancaires s'intensifiera et un système autre que le digipass devra être mis au point. Nous développons actuellement une carte d'identité mobile prévoyant l'intégration de l'eID au téléphone. Cette solution permettrait aux banques de sécuriser les opérations bancaires mobiles.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'extrait d'acte

de naissance" (n° 3026)

06.01 Peter Dedecker (N-VA): Les guichets communaux reçoivent encore fréquemment des demandes d'extraits des registres de l'État civil. Gand se voit ainsi adresser 1 500 à 2 000 demandes par mois. Ces extraits n'ont donc manifestement pas encore été supprimés. Ces attestations sont encore demandées dans le cadre des recrutements organisés par la police, le département de la Justice, la SNCB et les institutions européennes et même pour l'immatriculation de véhicules. Certaines demandes résultent principalement d'erreurs dans le Registre national. Les citoyens qui se marient ne doivent par exemple plus se procurer eux-mêmes un extrait de leur acte de naissance. Les communes s'échangent ces données entre elles mais pour exclure toute erreur – par exemple dans l'orthographe des noms – elles ne se fient pas aveuglément au Registre national et contrôlent les actes de naissance. Les communes considèrent donc elles-mêmes que la probabilité d'erreur dans le Registre national est relativement grande.

Ne serait-il pas préférable de supprimer totalement les extraits d'actes de naissance, en refusant simplement d'en encore les délivrer, hormis bien entendu les trois exceptions mentionnées par le ministre dans sa précédente réponse, par exemple le cas où une personne souhaite elle-même prouver que son nom est mal orthographié dans le Registre national? Existe-t-il des entraves légales à cette suppression? Dans l'affirmative, lesquelles? Quelles autres initiatives sont envisageables? Qu'en serait-il de la validité juridique de contrats, notamment, si l'on découvrait que l'orthographe du nom sur la carte d'identité et/ou dans le Registre national diffère de celle figurant dans le registre de naissance et de population?

06.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): En ce qui concerne la production d'extraits d'actes de naissance, un arrêté royal a été adopté le 12 mars 2009. Il existe également un arrêté ministériel. Les autorités fédérales peuvent uniquement supprimer les extraits dans les matières relevant de leurs compétences. Il appartient aux autres niveaux de compétences de faire le même exercice pour les matières relevant de leurs compétences, mais cet exercice est loin d'avoir été réalisé partout. Tant que les modifications nécessaires n'ont pas été adoptées, la délivrance d'extraits par les communes ne peut nullement être interdite. Ainsi, la ville de Gand continue à demander, en vertu du règlement général de police du port de Gand, un extrait d'acte de naissance pour la reconnaissance des maîtres d'équipage. Les employeurs, les compagnies d'assurances et les organismes privés demandent également des extraits. En ce qui concerne les employeurs, cette disposition figure dans les CCT. Je ne peux pas modifier les CCT et le CNT continue à exiger la version papier.

Tant que ces actes ne sont pas digitalisés et disponibles au niveau supérieur à celui de la commune, il est toujours difficile de les consulter simplement. Le projet de modernisation de l'état civil que nous menons en collaboration avec la Justice, est coordonné par le service de Simplification administrative. L'objectif est de simplifier les opérations administratives pour les citoyens en supprimant l'obligation de déclaration lorsque c'est possible, en développant un service indépendant de l'endroit où l'on se trouve, et en évitant des déplacements inutiles. La suppression de formalités superflues, la saisie directe par la Justice de jugements et d'arrêts et la simplification de l'échange d'actes entre les communes constituent également une simplification pour les autorités.

Simplifier l'échange d'actes entre communes, ne plus autoriser les autres autorités à les demander, permettre l'échange d'informations internationales et améliorer la gestion des archives sont aussi des mesures positives pour les pouvoirs publics.

Quant à la question des discordances éventuelles entre les actes et le registre national, je renvoie aux ministres de la Justice et de l'Intérieur. La Justice est en effet compétente pour les actes et l'Intérieur pour le registre national.

06.03 Peter Dedecker (N-VA): Bien entendu, je n'ai pas voulu dire qu'il fallait interdire la délivrance des actes, mais plutôt que nous pourrions sensibiliser les communes pour qu'elles n'en délivrent plus qu'en cas de réelle nécessité.

Il faut oser se poser la question de savoir dans quelle mesure ces actes sont encore nécessaires. Le système e-government ne consiste pas uniquement à numériser tous les documents papier qui existent à l'heure actuelle. Certaines données doivent être introduites dans des banques de données, ce qui permettra de faciliter leur échange et rendra inutile la demande d'une version papier.

06.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Je me suis fait cette réflexion depuis 2003 déjà. Le problème, c'est que les traités internationaux définissent les actes. Nous n'avons pas la possibilité en tant que pays de décider si un acte est nécessaire ou non. J'avais également plaidé à l'époque pour une fusion des services "population" et "état civil" dans chaque commune mais il existe vraisemblablement des objections idéologiques qui compliquent la collaboration entre ces services. Je comprends l'irritation de M. Dedecker mais parfois on lutte contre des moulins à vent.

L'incident est clos.

07 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3088)

07.01 Peter Logghe (VB): Un total de 60 arrêtés royaux sont semble-t-il en attente d'un gouvernement de plein exercice capable de les promulguer.

Quels arrêtés sont ainsi en attente dans les domaines relevant de la compétence du ministre pour l'Entreprise?

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'on distingue trois catégories de mesures que peut prendre un gouvernement en affaires courantes.

Les dossiers de gestion journalière peuvent toujours être traités. Sont également admises les décisions importantes qui dépassent le cadre de la gestion courante. Le gouvernement peut prendre ces mesures pour autant qu'elles consistent à mettre en œuvre des options politiques datant d'avant la période d'affaires courantes. La troisième catégorie concerne les affaires urgentes dont le report mettrait en danger les intérêts fondamentaux de l'État. Le gouvernement doit à chaque fois prendre ce cadre en considération pour vérifier si une mesure peut être prise. Seuls les arrêtés d'exécution répondant à une de ces trois catégories sont promulgués.

En ce qui concerne votre question relative aux arrêtés royaux en attente, je vous renvoie à la réponse à la question n° 5-533 de la sénatrice Anke Van dermeersch du 10 décembre 2010.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 57.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.11 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de monopolievorming in de farmaceutische industrie" (nr. 2476)

01.01 Maya Detiège (sp.a): In de farmaceutische industrie doet zich een probleem voor van monopolievorming en gebrek aan concurrentie. Door het terugschroeven van de terugbetaling daalde het aantal magistrale bereidingen drastisch. Dat zorgde voor een verarming: minder specifieke bereidingen en minder grondstoffen. Dat had tot gevolg dat een aantal bedrijven ook is gestopt met de productie van die specifieke grondstoffen. Tegelijk deed zich een fusie voor van de twee grootste spelers op de markt: Omega Pharma en Alpha Pharma zijn gefusioneerd tot Omega Pharma. Alpha Pharma was vroeger specifiek gericht op de productie van grondstoffen voor de farmacie. Omega Pharma werkt samen met andere grote bedrijven zoals Certa, Conforma en Fagron. Een aantal apothekers meldt mij dat hierdoor problemen ontstaan.

Naar verluidt wordt het steeds moeilijker om toegang te krijgen tot een aantal grondstoffen. Sommige worden niet meer geproduceerd omdat de productie economisch onvoldoende rendeert. Die producten worden dus van de markt gehaald en dat is nadelig voor de gezondheidszorg. Bovendien zijn alle grondstoffen heel erg in prijs gestegen. Apothekers melden voor bepaalde grondstoffen prijsverhogingen van 20 procent gedurende het voorbij jaar. Dat is veel meer dan de gemiddelde mondiale prijsstijgingen. Ook worden apothekers

gedwongen om grotere verpakkingen te aanvaarden omdat de leveranciers geen kleine verpakkingen meer willen leveren. Voor heel dure producten maakt dat al gauw een fundamenteel verschil en apothekers verwijzen dan ook liever hun klanten door naar een andere apotheek omdat de zaak voor hen niet meer rendeert. Dit alles is slecht voor onze gezondheidszorg en voor patiënten die een individuele begeleiding nodig hebben.

In 2002 werd een klacht ingediend bij de Raad voor de Mededinging. Het kabinet van toenmalig minister Moerman had onder meer ontdekt dat een bedrijfsovername onmiddellijk immense prijsstijgingen tot gevolg had.

Welke initiatieven zal de minister nemen om tot een correcte prijs, een betere beschikbaarheid en gediversifieerde verpakkingen van de grondstoffen te komen?

01.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het auditoriaat bij de Raad voor de Mededinging sepondeerde dit dossier op 10 december 2010, maar er werd tegen deze beslissing hoger beroep aangetekend. De zaak wordt op dit ogenblik in hoger beroep behandeld. Het is dan ook niet aangewezen om nu andere initiatieven te nemen.

De vaststelling van de prijzen van de magistrale bereidingen valt niet onder mijn bevoegdheid. Alleen de fabrieksprijzen en de publieksprijzen van de geneesmiddelen voor menselijk gebruik die op de markt worden gebracht door farmaceutische ondernemingen – producenten en invoerders –, zijn onderworpen aan een prijscontrole.

Magistrale bereidingen worden in een apotheek gemaakt en verschillen qua samenstelling, dosering en kwantiteit en dragen de naam van bereidingen op maat. Ze zijn gewoonlijk bestemd voor één behandeling en kunnen dus niet worden gestockeerd. De prijzen van deze bereidingen vallen niet onder mijn bevoegdheid. Ze worden gereguleerd door de minister van Volksgezondheid. Magistrale bereidingen kunnen via de sociale zekerheid terugbetaald worden. De voorwaarden daarvoor worden uiteraard vastgelegd door de minister van Sociale Zaken.

01.03 **Maya Detiège** (sp.a): Is de minister bereid deze kwestie aan een nader onderzoek te laten onderwerpen?

01.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Jazeker.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het betalen voor muziek op de werkvloer en in vrachtwagencabines" (nr. 2631)**

02.01 **Meryame Kitir** (sp.a): In 2009 kwam een regeling met de vennootschappen SABAM en SIMIM over muziek op de werkvloer tot stand. De vergoedingen worden bepaald op basis van het aantal personeelsleden, ook al kunnen niet alle personeelsleden meeluisteren. In januari 2006 oordeelde het Hof van Cassatie dat ondernemingen met minder dan negen werknemers als een familiekring kunnen worden beschouwd en dus vrijgesteld worden van vergoedingen.

Als het personeel van een onderneming in afzonderlijke werkeenheden van telkens maximaal zes personen werkt en samen naar de radio luistert, kan dat dan niet beschouwd worden als een aantal familiale kringen naast elkaar?

Klopt het dat een truckchauffeur die muziek beluistert in zijn cabine, vergoedingen aan SABAM en SIMIM moet betalen? Hoe past dat in de auteurswet? Zal de minister ervoor zorgen dat de inningen stoppen?

02.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Volgens een akkoord tussen de werkgeversorganisaties en de beheersvennootschappen van november 2009 moet elke onderneming, vereniging en openbare dienst met meer dan acht werknemers die muziek afspeelt in de werkplaats, een licentieovereenkomst sluiten met Unisono. De drempel van acht werknemers werd precies vastgelegd om rechtspraak te vermijden.

De website van Unisono stelt wel dat het tarief, gebaseerd op het aantal voltijdse werknemers, het reële muziekgebruik niet weerspiegelt. Ondernemingen die menen dat een concrete situatie onder de uitzondering van privé-uitvoering valt, kunnen altijd naar de rechter stappen.

SABAM en SIMIM onderhandelen momenteel met de transportsector, omdat ze van mening zijn dat de transportondernemingen een licentieovereenkomst met Unisono moeten afsluiten. Volgens eerdere rechtspraak is het van cruciaal belang of er een mededeling aan het publiek wordt gedaan of niet. Ik wil me niet in de plaats stellen van rechters, maar muziek in een vrachtwagencabine kan wellicht niet worden beschouwd als een mededeling aan het publiek. De trucker zit alleen in de cabine en hoort enkel de muziek. Ik zal de beheersvennootschappen SABAM en SIMIM van dit standpunt op de hoogte brengen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de inning van auteursvergoedingen door beheersvennootschap SABAM" (nr. 2632)

03.01 Meryame Kitir (sp.a): De manier waarop SABAM vaststelt of er al dan niet een vergoeding verschuldigd is, is allesbehalve transparant. Dat is onder meer in het tv-programma Basta op 24 januari 2011 aangetoond.

Gaat de minister ermee akkoord dat de werkmethode en de organisatie van SABAM tekortschieten? Komt er een onderzoek van de FOD Economie naar de manier waarop SABAM vaststelt wie er moet betalen en welke tarieven mogen worden geïnd?

03.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): In de loop van de vorige regeerperiode heeft het Parlement twee belangrijke nieuwe wetten goedgekeurd over de beheersvennootschappen: zij moeten voortaan beschikken over een aangepaste beleidsstructuur, een administratieve en boekhoudkundige organisatie en een interne controle. Nadere eisen zullen in een KB worden bepaald. Een mogelijkheid is dat beheersvennootschappen de risico's en de impact ervan voor de verschillende innings- en verdelingsprocessen moeten identificeren.

De beheersvennootschappen moeten volgens de nieuwe wet minstens 60 dagen voor er een tarifiering wordt goedgekeurd, de controledienst voor de beheersvennootschappen hiervan op de hoogte brengen, zodat die een voorafgaande wettelijkheidscontrole kan uitvoeren. De controledienst onderzoekt ook de individuele klachten van betalingsplichtigen.

Via de uitvoeringsbesluiten kunnen minimeisen worden bepaald om bepaalde wantoestanden te beperken.

03.03 Meryame Kitir (sp.a): Wat betekent die nieuwe wet concreet voor SABAM?

03.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De wet is niet voor een specifieke beheersvennootschap gemaakt, maar heeft als doel meer transparantie te creëren, ook over de vraag of een auteur al dan niet onder de regeling van een bepaalde beheersvennootschap valt.

Wij hebben de beheersvennootschappen gevraagd dat via een databank op een efficiënte manier kan worden nagegaan of een auteur onder een bepaalde beheersvennootschap valt. Met de klassieke, papieren procedure duurt dat veel te lang. Met het nieuwe systeem dat SABAM zal invoeren, zal men op voorhand kunnen vaststellen of er auteursrechten verschuldigd zijn. Daartoe zal ook in de nodige technologische middelen worden voorzien.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer David Geerts aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de SABAM-bijdrage op quizzen" (nr. 3006)

04.01 David Geerts (sp.a): Moeten quizorganisatoren al dan niet een SABAM-bijdrage betalen?

04.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): SABAM mag volgens de wet een auteursrechtelijke vergoeding vorderen voor het gebruik van muziek tijdens een quiz, ook al is het muziekgebruik beperkt tot het gebruik van muziekfragmenten bij quizvragen. De afgespeelde muziekfragmenten moeten wel tot het repertoire van SABAM behoren en er moet bovendien sprake zijn van een publieke mededeling in de zin van artikel 1, paragraaf 1, vierde lid, van de wet van 1994.

Ik heb SABAM over het quiztarief gecontacteerd en hierbij gesteld dat bij het toepassen van een specifiek tarief voldoende rekening moet worden gehouden met het minimale en fragmentarische gebruik van muziek bij dit soort van organisaties.

De controledienst voor de beheersvennootschappen wordt in de controle op de tarieven beperkt tot de controle van het niet-discriminatoire karakter van de tarieven of het eventueel misbruik van machtspositie van de beheersvennootschap. Na onderzoek van het tarief 32a voor quizen heeft de controledienst geen onregelmatigheden vastgesteld.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer **Peter Dedecker** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het gebruik van de eID voor bankverrichtingen" (nr. 3024)

05.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Voor elektronisch bankieren gebruiken de Belgische banken meestal een systeem met een bankkaartlezer. Nochtans zou dat met een eID ook mogelijk moeten zijn en dat zou trouwens veel eenvoudiger zijn, omdat de gebruiker dan geen cijferreeks moet ingeven. In bijvoorbeeld Estland is dit al mogelijk. Online bankieren met een eID zou ook de verspreiding van de kaartlezers stimuleren, wat ook goed is voor het e-gov-beleid van de overheid.

Waarom wordt die optie niet weerhouden? Wordt er hierover al overlegd met de banksector?

05.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Er zijn geen wetgevende belemmeringen voor online bankieren via een eID. Er werd daarover al meermaals overlegd met de banksector en verschillende banken maken er al gebruik van. Alle bankkantoren zijn uitgerust met kaartlezers en software. Zij maken er gebruik van bij de opening van een bankrekening. Onder meer de Key Trade Bank werkt al met een eID bij online bankverrichtingen. De sector is bereid om mee te werken aan alle initiatieven die het gebruik van de eID verruimen.

Volgens Febelfin bemoeilijkt echter een aantal zaken het gebruik van de eID voor internetbankieren. De kaartlezer of digipass die de banken nu aanbieden, moet niet op een pc worden aangesloten en vereist geen specifieke software, waardoor de klant op elke pc bankverrichtingen kan uitvoeren. Ook klanten die niet beschikken over een eID, zoals vreemdelingen, kunnen van het huidige systeem gebruik maken. Als online bankieren enkel mogelijk wordt met de eID, dan eisen de banken een zeer goede en snelle dienstverlening op het vlak van beschikbaarheid en vervanging bij verlies of diefstal. De overheid krijgt dan een grote aansprakelijkheid. De banksector benadrukt dat de beveiliging moet kunnen afgestemd worden op en aangepast worden aan de specifieke behoeften en evoluerende risico's van internetbankieren. Daarnaast zijn er ook commerciële belemmeringen: een eID laat het de banken niet toe om met allerlei slogans en kleurtjes aan te geven dat een bepaalde kaart bij een bepaalde bank hoort.

Op al die bezwaren proberen wij nu een afdoend antwoord te geven, maar uiteindelijk hebben de banken de vrije keuze of ze al dan niet willen meewerken. Ik zal proberen om de banken zoveel mogelijk te overtuigen van de mogelijke toepassingen van de eID.

In Estland werd de elektronische identiteitskaart van bij het begin samen met de banken ontwikkeld, terwijl de eID bij ons door de overheid werd ontwikkeld.

05.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Onze eID is op technisch vlak gelijkaardig aan de Estse kaart, maar in Estland is er blijkbaar meer druk uitgeoefend om de banken bij de ontwikkeling ervan te betrekken.

05.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Toen in Estland de eID ontwikkeld werd, heeft men van in het begin afgesproken om die ook als bankkaart te gebruiken. Dat was bij ons niet het geval. In Estland zijn de burgers bovendien niet verplicht om een eID op zak te hebben. Doordat wij niet van in het

begin met de banksector hebben samengewerkt, hebben wij een achterstand opgelopen.

De aansprakelijkheid voor de overheid is een belangrijk argument. Het zou wel eens zeer veel kunnen kosten als een bepaalde toepassing niet functioneert. Andere argumenten van de banksector overtuigen mij minder. In de toekomst zal er ook meer gebruik gemaakt worden van de gsm of Ipad om te bankieren en dan zal er sowieso een ander systeem ontwikkeld moeten worden dan de digipass. Wij zijn momenteel bezig met de ontwikkeling van een mobiele identiteitskaart, waardoor de eID in de telefoon wordt ondergebracht. Misschien zal dat voor banken wel de oplossing zijn om mobiel bankieren veilig te maken.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het uittreksel uit de geboorteakte" (nr. 3026)

06.01 Peter Dedecker (N-VA): Nog steeds worden aan de gemeentelijke loketten veel uittreksels uit de registers van de burgerlijke stand opgevraagd. In Gent gaat het over 1.500 tot 2.000 aanvragen per maand. Blijkbaar zijn de uittreksels dus helemaal nog niet afgeschaft. Voor aanwervingen bij politie, Justitie, NMBS en de Europese instellingen en zelfs bij de inschrijving van voertuigen worden die attesten nog steeds gevraagd. De voornaamste reden voor sommige aanvragen zijn fouten in het Rijksregister. De burgers moeten bij een huwelijk bijvoorbeeld niet langer zelf een uittreksel uit de geboorteakte opvragen. De gemeenten wisselen die gegevens onderling uit, maar om alle fouten – bijvoorbeeld in de schrijfwijze van de namen – uit te sluiten, wordt niet blindelings op het Rijksregister vertrouwd, maar worden de geboorteaktes gecontroleerd. De gemeenten gaan er dus zelf van uit dat de kans op fouten in het Rijksregister vrij groot is.

Schaffen wij de uittreksels uit de geboorteakten niet beter helemaal af, door gewoonweg te weigeren ze nog langer uit te reiken, behoudens uiteraard de drie uitzonderingsgevallen die de minister bij zijn vorige antwoord vermeldde, zoals bijvoorbeeld wanneer iemand zelf wil bewijzen dat zijn of haar naam verkeerd in het Rijksregister staat? Zijn er wettelijke belemmeringen voor de afschaffing? Zo ja, welke? Welke andere initiatieven kunnen worden genomen? Wat zouden de gevolgen kunnen zijn voor de rechtsgeldigheid van onder andere contracten, wanneer wordt ontdekt dat de schrijfwijze van de naam op de identiteitskaart en/of in het Rijksregister, afwijkt van die in het geboorte- en bevolkingsregister?

06.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Inzake het overleggen van uittreksels uit de geboorteakte werd op 12 maart 2009 een KB uitgevaardigd. Er is tevens een ministerieel besluit. De federale overheid heeft enkel de bevoegdheid om uittreksels af te schaffen in de materies waarvoor zij zelf bevoegd is. Het komt de andere bevoegdheidsniveaus toe deze oefening te maken voor de zaken waarvoor zij bevoegd zijn, maar dat is nog lang niet overal gebeurd. Zolang de nodige wijzigingen niet zijn doorgevoerd, kan er geen verbod worden opgelegd op de afgifte van uittreksels door de gemeenten. Zo vraagt de stad Gent in de algemene politieverordening van de haven van Gent voor de erkenning van bootmandiensten bijvoorbeeld nog altijd een uittreksel uit de geboorteakte. Ook werkgevers, verzekeringsmaatschappijen en private organisaties vragen uittreksels. Voor de werkgevers is dat in de cao's opgenomen. Ik kan geen cao's wijzigen en de NAR blijft vasthouden aan de papieren versie.

Zolang die akten niet gedigitaliseerd zijn en beschikbaar op het niveau hoger dan de gemeente, blijft het moeilijk om ze op een eenvoudige manier te consulteren. Het project modernisering van de burgerlijke stand, dat wij met Justitie uitvoeren, wordt gecoördineerd door de dienst Administratieve Vereenvoudiging. Het doel is de administratieve vereenvoudiging te realiseren voor de burgers door de aangifteplicht, waar mogelijk, af te schaffen, een plaatsonafhankelijke dienstverlening te ontwikkelen en nutteloze verplaatsingen te vermijden. De afschaffing van overbodige formaliteiten, de rechtstreekse input door Justitie van vonnissen en arresten en de vereenvoudiging van de uitwisseling van akten tussen de gemeenten is ook voor de overheid een vereenvoudiging.

Het uitwisselen van akten tussen gemeenten vereenvoudigen, het opvragen van akten door andere overheden niet meer toelaten, internationale informatie-uitwisseling mogelijk maken alsook een efficiënter beheer van de archieven, is ook voor de overheid positief.

Wat de vraag over de eventuele discordantie tussen de akten en het Rijksregister betreft, verwijs ik naar de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken. Justitie is immers bevoegd voor de akten, Binnenlandse

Zaken voor het Rijksregister.

06.03 Peter Dedecker (N-VA): Uiteraard bedoelde ik niet dat we de uitreiking van uittreksels uit de akten zouden moeten verbieden, maar dat we gemeenten kunnen sensibiliseren om bijvoorbeeld geen uittreksels meer af te geven als het niet echt noodzakelijk is.

We moeten ons durven afvragen in hoeverre die akten nog nodig zijn. E-government is meer dan de huidige papierwinkel digitaal maken. We moeten sommige gegevens in databanken opnemen, zodat ze gemakkelijker uitwisselbaar zijn en het geen zin heeft nog een papieren versie te vragen.

06.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Ik heb mij die bedenking al gemaakt in 2003. Het probleem is echter dat internationale verdragen vastleggen wat aktes zijn. Als land kunnen wij niet beslissen of een akte nodig is of niet. Ik heb toen ook gepleit voor de fusie van de diensten bevolking en burgerlijke stand in elke gemeente, maar waarschijnlijk zijn er ideologische bezwaren die de samenwerking tussen die diensten bemoeilijken. Ik begrijp de ergernis van de heer Dedecker, maar soms is het vechten tegen windmolens.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3088)

07.01 Peter Logghe (VB): Naar verluidt liggen er 60 KB's te wachten op een regering met volheid van bevoegdheid om ze in werking te laten treden.

Welke KB's van de minister van Economie zijn in dat geval?

07.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Er worden voor een regering van lopende zaken drie categorieën van handelen onderscheiden.

De zaken van dagelijks beheer kunnen steeds worden afgehandeld. Daarnaast zijn er de belangrijke handelingen die het dagelijks beheer overschrijden. De regering mag in dit kader maatregelen nemen, voor zover het louter gaat om de afwikkeling van beleidskeuzes die voor de periode van lopende zaken zijn genomen. Tot slot zijn er de dringende zaken die geen uitstel dulden omdat dat de fundamentele belangen van de Staat zou schaden. Het is binnen dit kader dat een regering van lopende zaken telkens moet afwegen of een bepaalde maatregel mag worden genomen. Alleen uitvoeringsbesluiten die de toets doorstaan, worden uitgevaardigd.

Voor de vraag over de KB's die liggen te wachten, verwijs ik naar het antwoord op vraag nr. 5-533 van senator Anke Van dermeersch van 10 december 2010.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.57 uur.